

Unité départementale de l'Oise  
Z.A. de la Vatine  
283, rue de Clermont  
60021 BEAUVAIS

BEAUVAIS, le 14/12/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 27/11/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

**MESSER FRANCE SAS (ex PRAXAIR)**

QUAI D AVAL  
60100 Creil

Références : IC/R/528/23-LF  
Code AIOT : 0005101551

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/11/2023 dans l'établissement MESSER FRANCE SAS (ex PRAXAIR) implanté Chemin de Creil 60340 Saint-Leu-d'Esserent. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- MESSER FRANCE SAS (ex PRAXAIR)
- Chemin de Creil 60340 Saint-Leu-d'Esserent
- Code AIOT : 0005101551
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Oui

Sur le site de SAINT-LEU-D'ESSERENT, l'activité de la société MESSER consiste à produire de :

- l'azote liquide (200 t/j) ;
- l'oxygène liquide (100 t/j) ;
- argon liquide (5 t/j).

La production est réalisée 24 h/24. Les gaz obtenus sont stockés dans des réservoirs aériens, puis livrés par camions-citernes à différents industriels (sidérurgie, chimique, métaux non ferreux, industrie alimentaire, électronique, propulsion des fusées, etc.). Par ailleurs, de l'azote gazeux est livré pour la société ARCELOR par canalisation de transport. Sur le site et depuis 2014, il n'y a plus de fabrication d'hydrogène.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- récolement de la mise en demeure datée du 27/05/2023

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;

- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Globalement, la situation réglementaire du site est à revoir, l'arrêté préfectoral d'autorisation du site datant de 1993. (situation administrative, conformité...). Le nouveau directeur du site Monsieur LEFEVRE Nicolas, ainsi que les responsables QSE encadrant le site, en conviennent. D'ailleurs ils travaillent avec la société Veritas et mettent en place un outil de gestion documentaire pour l'ensemble des sites du groupe MESSER : AMADEO. Cet outil permettra à terme de faire une veille documentaire régulière.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	récolement de mise en demeure	AP de Mise en Demeure du 26/05/2023, article 1	Astreinte	Susrsis à statuer : 31 mars 2024

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection propose à Madame la Préfète une astreinte sous délai à l'encontre de la société MESSER FRANCE. De plus, une lettre d'information d'infraction est transmise à Monsieur le procureur de la République près le tribunal judiciaire de SENLIS.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : récolement de mise en demeure

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 26/05/2023, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, eau
<b>Prescription contrôlée :</b> La société MESSER FRANCE exploitant une installation de production d'azote liquide, oxygène liquide et argon liquide, sise Quai d'aval à CREIL 60100, est mise en demeure, dans un délai de six mois, à compter de la notification du présent arrêté, de respecter les dispositions et les prescriptions des articles 4, 9 et 60 de l'arrêté ministériel du 14/12/2013 susvisé, en :  1/ en décrivant le devenir des eaux de purge issues des TAR et en indiquant si la qualité de ces eaux est contrôlée avant rejet ; 2/ caractérisant l'ensemble des eaux du site et en fournissant à l'inspection un plan exhaustif et lisible de la gestion des différentes eaux du site (eaux industrielles, eaux pluviales, domestiques ...) Ce plan doit faire apparaître les ouvrages de traitement des eaux, les circuits canalisés ou non, les points de rejets. L'inspection rappelle que les eaux de purge sont considérées comme des eaux industrielles. 3/ caractérisant les deux rejets dans le Thérain par leurs coordonnées GPS notamment et en mettant en place les conditions permettant de faire des prélèvements représentatifs et réglementaires sur ces deux rejets ; 4/ en mettant en place le suivi réglementaire de ces deux rejets ; le cas échéant les éléments techniques permettant d'éliminer certains paramètres de ces analyses devra être fourni à l'inspection ; 5/ en fournissant à l'inspection le rapport d'analyse des rejets après l'avoir analysé et interprété au vu de la réglementation en vigueur ; 6/ en mettant en place un registre exhaustif de suivi des produits chimiques, conformément à la réglementation en vigueur ; 7/ en complétant le dossier installation classée avec les pièces manquantes prescrites réglementairement, notamment concernant le thème « EAU » et le forage ;
<b>Constats :</b> L'inspection n'a eu aucun retour suite à cette mise en demeure. Elle avait contacté cet été Monsieur BAGEL directeur QSE de MESSER afin d'éclaircir la situation. Ce dernier n'était pas informé d'une mise en demeure sur le site. L'inspection lui renvoie donc le rapport effectué le 15 février 2023 sur le site.  Avant cette visite, Monsieur BAGEL, informe l'inspection que monsieur LEFEVRE sylvain a quitté la société. Le nouveau directeur du site est monsieur LEFEVRE Nicolas. Ce dernier a pris ses fonctions récemment.  Cette visite a pour but de refaire le point sur les demandes de l'inspection concernant la situation du site ainsi que sur les non-conformités relevées lors des trois visites précédentes de l'inspection.  Les non-conformités relevées dans la mise en demeure n'ont pas été traitées. La gestion de l'eau sur le site reste donc encore à éclaircir. Mais en tout état de cause elle s'avère toujours non conforme à la réglementation.  Sur les eaux de purge, Monsieur BAGEL indique que ces eaux passent dans les canalisations des eaux pluviales, rejoignent un désableur et sont rejetées dans le Thérain.

Monsieur BAGEL constate comme l'inspection que le site présente plusieurs non-conformités et que l'arrêté d'autorisation du site n'est plus en mesure d'encadrer correctement les activités du site. L'inspection insiste sur la nécessité de faire une veille documentaire régulière afin de remettre à jour les prescriptions si besoin et la documentation du site notamment le dossier ICPE.

A cette occasion, Monsieur BAGEL remet à l'inspection une étude de danger réactualisée datée du 2 octobre 2023 élaborée par l'APAVE. L'inspection vérifie le tableau de classement. Ce dernier n'est toujours pas complet malgré les multiples demandes de l'inspection. En effet les produits chimiques du site ne sont pas correctement traités dans ce tableau de classement.

Dans son rapport daté du 24 avril 2023, n° IC-R/0172/23-LF, l'inspection soulève qu'elle s'étonne de ne pas voir apparaître la rubrique 4130 pour son stockage d'acide sulfurique. Cette rubrique n'est toujours pas traitée dans ce nouveau tableau de classement.

L'inspection demande donc une nouvelle fois à la société MESSER une étude convenable de ses rubriques 4000 au regard des différents produits chimiques et substances dangereuses qu'elle possède sur le site (exemple, biocide, acide sulfurique ...)

Son classement SEVESO devra aussi être réétudié afin d'être confirmé.

L'inspection demande à Monsieur LEFEVRE de refaire le point sur l'ensemble de la documentation ICPE en sa possession afin d'élaborer un dossier ICPE à jour. En cas d'observation de non-conformité il devra contacter l'inspection. Ce point était d'ailleurs à traiter dans la mise en demeure datée du 27/05/2023.

En tout état de cause, il s'avère que la gestion actuelle du site sur le plan ICPE n'est aujourd'hui pas satisfaisante. Monsieur BAGEL et Monsieur LEFEVRE en prennent note et souhaitent d'ailleurs y remédier au plus vite.

Le 13 décembre 2023, l'inspection est destinataire par mail d'un courrier daté du 12 décembre 2023 de l'exploitant. Ce dernier sollicite une prolongation exceptionnelle de l'APMD du 26/05/2023. Il y joint notamment un document de suivi des actions relatives à l'APMD et un devis signé pour accord démontrant que suite à cette visite, l'exploitant a rapidement engagé des actions correctives. Le coût des actions à mettre en œuvre s'élève à 25 680 euros TTC.

L'inspection ne peut donner une suite favorable à la demande de l'exploitant. Cependant au vu des éléments fournis, elle propose une astreinte administrative assortie d'un sursis à statuer, ce qui laisse le temps à l'exploitant d'atteindre la conformité réglementaire demandée, sans avoir à liquider et à recouvrer cette astreinte. L'inspection prend ainsi acte de la volonté de l'exploitant de remédier aux non-conformités dans un délai contraint : 31 mars 2024. Ce délai est pris en compte par l'inspection.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Astreinte avec sursis à statuer

**Proposition de délais :** sursis à statuer 31 mars 2024